

ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE

par Henri de Man

Professeur à l'Université de Francfort-sur-le-Mein

Je souhaite beaucoup de lecteurs au petit livre que M. Pierre Viénot vient de publier sur l'Allemagne contemporaine (1). Il serait regrettable que son sous-titre « la crise de la civilisation bourgeoise en Allemagne » fit supposer que son sujet n'intéresse que les philosophes et les esthètes. Il est vrai qu'il part de la conception que les Allemands eux-mêmes se font de la « Kulturkrise »; mais il n'analyse cette notion qu'à cause de la lumière qu'elle jette sur le problème des relations franco-allemandes dans leur ensemble. L'homme politique et l'économiste (et n'est-ce pas, ou ne devrait-ce pas être, la même chose ?) y trouveront leur profit. Car ce n'est ni plus ni moins qu'un examen des causes psychologiques des nombreuses erreurs qui, au cours de ces dernières années, ont caractérisé de part et d'autre les relations politiques et économiques entre les deux pays.

En parlant d'erreurs, je ne songe pas à juger des attitudes selon des principes idéaux ou des opinions personnelles; je pense uniquement à des actes qui constituent des fautes au propre point de vue de leurs auteurs, en ce qu'ils ont entraîné des conséquences contraires à leur intention. Il y a erreur, dans ce sens très objectif, quand le jugement qui sert de base de prévision à une action est contourné par ses résultats — quand, en d'autres termes, on se trouve avoir mal gouverné pour avoir mal prévu. Un exemple allemand d'une erreur pareillement prouvée par l'expérience est le fiasco du projet d'union douanière avec l'Autriche; un exemple du côté français, le rejet par l'Autriche, lors du renflouement de la Creditanstalt viennoise, des conditions proposées pour l'emprunt français, remplacé sur le champ par une intervention de la Banque d'Angleterre.

M. Viénot est très bien placé pour savoir que des erreurs de ce genre jouent un rôle important, et souvent funeste, dans les destinées des peuples. Pendant plusieurs années (de 1923 à 1929, je crois) il dirigea l'office berlinois du Bureau d'Information Franco-Allemande que créa, après la guerre, l'initiative de feu M. Mayrisch, le grand industriel luxembourgeois. La fonction de cette institution est de favoriser l'entente entre les deux pays par le procédé d'une meil-

leure information mutuelle, condition d'une meilleure compréhension mutuelle. La situation de M. Viénot le mettait en relation avec des personnalités et des courants d'esprit dans un secteur beaucoup plus large que celui qui limite d'ordinaire l'horizon plus spécial des diplomates, des gens d'affaires, ou des flâneurs littéraires. Ainsi, il a pu acquérir une connaissance singulièrement approfondie de l'Allemagne contemporaine, en même temps qu'une grande expérience des difficultés pratiques d'une véritable compréhension de l'Allemagne par les Français, et de la France par les Allemands. Or, la conclusion à laquelle il est arrivé est celle qui s'impose à quiconque étudie les faits sans autre passion que celle de la vérité objective : c'est que toutes les grosses erreurs qui compromettent le sort des nations et la paix du monde sont en dernière analyse des erreurs de psychologie. En effet, elles peuvent toutes se réduire à une mauvaise prévision de l'effet psychologique des décisions prises sur ceux dont le résultat de ces décisions dépend.

M. Viénot ne craint pas d'appliquer cette façon de voir au problème central des relations franco-allemandes depuis la guerre. Il le fait en ces termes :

« Que, dans les relations franco-allemandes, il n'y ait pour ainsi dire jamais de correspondance entre la question posée et les faits qu'elle voudrait connaître, que la réalité allemande n'entre pas dans le cadre idéologique que nous préparons pour la recevoir, c'est peut-être tout le problème franco-allemand. Même dans le domaine purement politique, où les questions et les réponses paraissent porter sur les mêmes réalités, les deux pays, sans le savoir, monologuent. L'Allemand qui demande : « La France veut-elle l'entente ? » pense : « La France accepte-t-elle que le monde, et la situation de l'Allemagne dans le monde, puissent changer ? » Le Français qui demande : « L'Allemagne veut-elle l'entente ? » pense : « L'Allemagne veut-elle la paix ? » et il entend par « la Paix », le Traité de Paix du 28 juin 1919...

» Ainsi, chacun, en questionnant l'autre, et malgré la préoccupation commune, croit lui parler de lui et ne parle que de soi. Enquêter en Allemagne, en cherchant des réponses aux questions que nous nous posons, ce n'est pas éclairer le problème franco-allemand. C'est accepter les termes dans lesquels des préoccupations toutes subjectives conduisent de part

(1) PIERRE VIÉNOT, *Incertitudes allemandes*. (La crise de la civilisation bourgeoise en Allemagne). Paris, Librairie Valois, juin 1931.

et d'autre à le poser, alors qu'en réalité ce sont ces termes mêmes qui le rendent insoluble, parce qu'ils sont sans concordance, parce que les x que les deux pays introduisent dans l'équation ne représentent pas les mêmes inconnues.

» Ce n'est pas tout. Le reporter néglige nécessairement le plus important. Enquêter pour répondre à un questionnaire, c'est recueillir des faits, moraux aussi bien que matériels, mais seulement des faits. Une enquête sur un pays décrit les tendances, les idées, les sentiments, mais non la manière de penser et de sentir. Une réalité profonde échappe à l'enquête : le mouvement vital, ou encore, pour emprunter à la psychologie moderne un terme un peu barbare, le comportement. Ces réalités-là — qui commandent toutes les autres — on ne les pénètre pas par un interrogatoire, mais par l'expérience, par la participation personnelle à la vie d'un pays, par la connaissance quotidienne, immédiate, intime. »

Ce passage implique les deux thèses cardinales qui déterminent l'intention du livre : 1° il y a, dans la position habituelle du problème franco-allemand, incommensurabilité des termes, non seulement parce qu'on pose de part et d'autre des questions différentes, mais parce que ces questions mêmes assument, en passant la frontière, un sens différent, correspondant à des « mentalités » différentes ; 2° cette incommensurabilité n'est cependant pas irréductible, car on peut la vaincre si on la considère de son côté comme un phénomène psychologique qu'il faut étudier et comprendre, c'est-à-dire ramener à des causes.

Il est clair que ces thèses ne s'appliquent pas seulement aux relations purement politiques et diplomatiques, mais qu'il faut les étendre à toutes les manifestations de la vie. C'est évidemment l'intention de M. Viénot lui-même ; sans cela, il ne songerait pas à se servir de la notion de la « Kulturkrise » allemande comme d'une clef pour la compréhension des problèmes qu'il traite dans les chapitres qu'il consacre à la politique et à la crise économique.

Aussi bien, son analyse aborde-t-elle une série de questions de toute première importance pour la compréhension des événements récents de la politique économique et financière de l'Allemagne. D'autres questions, non moins grosses, ne sont qu'effleurées ou suggérées. Le mérite de ce petit ouvrage est précisément qu'au lieu d'écraser le lecteur sous une multitude de faits particuliers, il l'amène, par l'emploi très habile de sa méthode de compréhension psychologique, à un certain procédé de jugement qui consiste, en somme, à voir autrui comme on se verrait soi-même si l'on était à sa place.

Car son auteur, tout convaincu qu'il est de certaines différences de mentalité, n'en tire pas, heureusement, les conclusions par trop commodes des racistes et des autres idéologues du fétichisme nationaliste qui confondent des pays avec des personnes. M. Viénot sait fort bien qu'il n'y a pas une « âme allemande » pour soixante millions d'Allemands, pas plus qu'il n'y a d'âme unique pour quarante millions de Français. Il

voit, au contraire, à travers le fouillis des différences individuelles et sociales, qu'il y a de part et d'autre des êtres humains, foncièrement pareils, mais habitués à « réagir » différemment parce que soumis à des conditions différentes d'existence, influencés par d'autres traditions et d'autres ambiances, intellectuelles autant que matérielles. Et il se rend fort bien compte que le plus clair des réelles différences de mentalité qui se retrouvent derrière une apparente incommensurabilité trouve sa commune mesure dans les situations concrètes qui, de part et d'autre des frontières, proviennent d'un passé historique et de milieux économiques et sociaux différents.

Voilà pourquoi le livre de M. Viénot, tout en révélant un esprit aussi formé par les traditions françaises qu'on peut l'être, est l'œuvre d'un bon Européen. Qu'il le veuille ou non, le procédé d'interprétation psychologique qu'il applique à l'objet étudié, l'Allemagne, s'applique par contre-coup à la base de comparaison, la France. M. Viénot veut d'ailleurs, très explicitement, ce relativisme en partie double ; d'abord parce qu'il pense pouvoir attendre du lecteur allemand le même effort de compréhension à l'égard de la France, et ensuite parce qu'il considère l'entité psychologique « France » comme aussi relative que l'autre. Sans cela, il n'aurait pas terminé son livre par cette très belle et très courageuse affirmation : « Choisir notre conduite envers l'Allemagne, c'est choisir, en premier lieu, l'idée que nous nous faisons de la France. »

* * *

Le sort de la Belgique dépend trop de celui des relations franco-allemandes pour que la confrontation des mentalités que suggère le livre de M. Viénot ne présente, pour l'observateur belge, un puissant intérêt. Intérêt nettement pratique en premier lieu, pour des raisons identiques à celles qui fournissent, dans la vie quotidienne, un avantage décisif à celui qui comprend, et peut donc prévoir, les « réactions » psychologiques d'un voisin, d'un partenaire, d'un client, d'un créancier ou d'un débiteur.

Essayons donc de saisir, à la lumière de quelques questions posées ou suggérées par ce livre, certains aspects des deux mentalités qui jouent un rôle important dans la vie économique.

L'une des thèses essentielles du livre se rapporte à l'espèce d'instabilité psychologique qui lui fournit son titre d'**Incertitudes allemandes**. Il s'agit, en somme, d'expliquer — pour choisir une formule dans le tas de celles qui expriment à peu près la même chose — le contraste entre le caractère plus statique de la mentalité collective française et le caractère plus dynamique de la mentalité allemande.

Au point de vue de l'activité économique, ce contraste peut s'exprimer ainsi : le Français rapporte cette activité soit au présent, soit à un avenir individuel et par conséquent assez proche ; l'Allemand la rapporte à un avenir éloigné et collectif, car il ne considère le présent que comme un état de transition

et de préparation à un avenir collectif fort différent — et meilleur. Le Français épargne, l'Allemand dépense pour organiser; l'un tient à garder ce qu'il a, l'autre ne vit que dans l'espoir d'un gain futur; l'un se cantonne chez lui, l'autre a la bougeotte des dromomanes; l'un sacrifie volontiers les dehors vestimentaires à une bonne salade, l'autre mangera un pain visqueux et des denrées d'Ersatz plutôt que de renoncer au faux-col ou au billet de théâtre; l'un mesure son bien-être par ce qu'il met de côté, l'autre le sien par ce qu'il dépense; l'un considère le bonheur comme un héritage à administrer, l'autre le sien comme un prix à conquérir.

Peut-être la formule qui saisit, sinon la racine la plus profonde de ces antagonismes, du moins son indice intellectuel le plus clair, ressort-elle de l'analyse que M. Viénot fait de la « Kulturkrise ».

Pour la pensée allemande qui prédomine actuellement, la civilisation n'est pas, comme pour l'unanimité presque absolue de la pensée française, un ordre de choses suffisamment établi pour qu'on puisse se contenter de l'améliorer, ou du moins un idéal assez clairement fixé pour qu'il puisse suffire de le poursuivre. Aux yeux de l'Allemagne, c'est un chaos pour le présent, et un problème pour l'avenir. Il s'agit de bien autre chose, d'ailleurs, que du fait objectif, et en quelque sorte extérieur, de l'incohérence des institutions; il s'agit d'une incertitude du sens des valeurs qui seul peut assigner un but à la vie collective.

« Il y a », dit très justement M. Viénot, « aussi bien dix ou vingt Allemagnes que deux. » « Ce qui fait l'Allemagne contemporaine, c'est la coexistence, c'est la simultanéité de toutes ces Allemagnes, c'est leurs relations surprenantes, commandées par une histoire qui n'est pas la nôtre, et c'est l'absence d'un principe unificateur susceptible de les amalgamer. C'est, par exemple, la rencontre de l'Allemagne féodale et de l'Allemagne du grand capitalisme, alors que ce dernier, pour autant qu'il existe en France, s'est rencontré au contraire avec un régime démocratique. C'est la rencontre de l'Allemagne prussienne d'avant-guerre avec l'Allemagne du socialisme, leur hostilité d'une part, et, de plus d'un point de vue, leur parenté psychologique d'autre part. C'est surtout la coexistence des créations les plus modernes de l'Allemagne d'aujourd'hui — ces créations qui nous apparaissent si souvent, à nous autres Français, comme d'étonnantes anticipations sur l'avenir — et des formes de vie les plus traditionnelles, héritées sans contrôle ni critique de l'Allemagne d'hier. »

Mais il y a plus. Ce que les Allemands appellent la « Kulturkrise » n'est pas uniquement une crise des institutions; c'est une crise de croyance. Le mot « Kultur » désigne tout autre chose que cette conception abstraite, absolue, de la civilisation en quelque sorte unique et éternelle, dont le sens français a été si bien défini par Blaise Pascal : « Toute la suite des hommes, pendant le cours de tant de siècles, doit être considérée comme un homme qui subsiste toujours et qui ap-

prend continuellement. » M. Viénot le fait observer : « Le mot de « Kultur » désigne cet ensemble de faits sociaux que nous considérons nous-mêmes dans leur particularité toute concrète lorsque nous parlons, par exemple, de « la civilisation grecque » ou de « la civilisation chrétienne du Moyen-Age ». Ce ne sont pas tant les arts, les lettres ou le degré du progrès matériel qui retiennent l'attention, mais bien plutôt le principe moral qui, à l'époque envisagée, sert de base à la vie collective, justifie son ordre. Une civilisation, dans ce sens, c'est un mode de vie collective, tenu pour juste et légitime par ceux qui y participent, spontanément accordé à leurs croyances — religieuses ou non — ou même issu d'elles, exprimé dans des institutions sociales et politiques, enregistré dans le droit qui fixe, en particulier, les conditions du travail et de la propriété, lié enfin à un art, à un mode de penser le monde et, sans doute, de prier Dieu, dont la valeur absolue n'est pas mise en doute. En un mot, c'est, plus encore qu'un mode de vie, un état de croyance collectif assurant un ordre collectif, liant entre eux les individus, réalisant une Société... »

Chaque civilisation comprise dans ce sens historique repose sur un ensemble de croyances particulières, et constitue une hiérarchie des valeurs qui détermine, dans le domaine intellectuel, les jugements, dans celui des arts, les goûts, dans celui de la politique, les institutions, et dans celui de l'économie, les besoins. C'est dans ce sens que l'on peut parler d'une civilisation bourgeoise, par opposition par exemple à la civilisation féodale qui l'a précédée. Cela signifie alors la hiérarchie des valeurs qui a été créée par la bourgeoisie, et dont l'expression économique résulte de l'acceptation générale d'un mode de vie et d'un niveau des besoins qui correspond à l'idéal bourgeois.

En considérant les choses sous cet angle, M. Viénot trouve que « l'Allemagne est sans ordre parce que l'ordre bourgeois s'y écroule ». On pourrait même dire qu'en réalité, il n'y a jamais existé. La grande différence entre l'Allemagne et la France, c'est que la France est un pays de civilisation bourgeoise et l'Allemagne pas.

L'Allemagne a, il est vrai, connu d'autres hiérarchies des valeurs; mais elles se sont écroulées. Par deux fois, depuis 1918, pareille catastrophe s'est produite. Il faut s'en rendre compte sous peine de ne rien comprendre à la mentalité de l'Allemagne d'aujourd'hui.

Jusqu'à la défaite de 1918, l'Allemagne a vécu dans la croyance à un ordre des valeurs sociales qu'elle voyait réalisé dans le régime impérial, qui distribuait en cascade son prestige et son autorité aux divers échelons de la hiérarchie militaire et bureaucratique. Brusquement, en novembre 1918, cet ordre s'est affaissé comme un château de cartes. Ceux qui ont vécu dans la croyance que sa puissance et son éclat confirmaient jusqu'alors, souffrent depuis lors, pour la plupart, d'un ébranlement qui les fait douter du sens de la vie et de la raison.

Mais un autre ordre subsistait encore : la révolution politique ayant fait arrêt avant de tourner en révolution sociale, sur les ruines de l'autorité impériale s'est bientôt relevée l'autorité capitaliste, basée sur l'argent. En 1923, cette hiérarchie-là s'est également écroulée. L'inflation du Mark fit une nouvelle césure, un nouveau trauma, comme disent les médecins, qui d'ailleurs continue à agir jusque dans le présent comme une véritable lésion nerveuse et psychique agirait chez un individu. Qu'est-ce qui continue à valoir, quand la mesure même de toutes les valeurs, l'argent, peut s'évaporer ? Quand on se souvient avoir payé trois cents milliards de Marks pour un billet de tram, on ne croit plus à l'ordre naturel et immuable de n'importe quoi.

Il faut avoir vécu cela pour comprendre la panique aveugle qui, le « lundi noir » du 13 juillet dernier, a fait surgir devant l'imagination le spectre d'une nouvelle inflation, alors que la véritable situation financière avait un tout autre caractère, et impliquait plutôt une pénurie de monnaie fiduciaire. Et il faut tenir compte de tout cela pour comprendre des faits économiques aussi importants pour le diagnostic de la crise économique que le sont le déclin de l'épargne, le penchant aux dépenses immédiates et somptuaires, l'insuffisance des réserves, la prédilection pour les emprunts à court terme, la facilité avec laquelle des frayeurs nerveuses parviennent à créer les dangers qu'elles voudraient éviter.

On en a vu un exemple aux alentours du « lundi noir ». Là où beaucoup d'observateurs étrangers ont soupçonné des calculs machiavéliques pour faire pression sur l'opinion étrangère, il y a eu tout simplement des gens qui ont perdu la tête par une très réelle contagion de panique. Or, la caractéristique des paniques est d'être créées, ou favorisées, par leurs propres victimes. Il est vrai — la *Gazette de Francfort* elle-même l'a dit en toutes lettres — que le retrait des crédits étrangers pendant les négociations sur le plan Hoover a été « favorisé par une vague de méfiance que, quatre semaines durant, l'Allemagne elle-même a déclenchée. » Mais il est également vrai qu'il faut voir là tout le contraire d'un calcul astucieux, à savoir l'effet d'une combinaison — qui n'est pas sans précédent, hélas, dans l'histoire — de l'auto-suggestion collective par la frayeur et, dans les milieux dirigeants, d'une obéissance passive et fort peu réfléchie aux spasmes de cette hystérie.

On voit par quels fils, voire par quelles racines, les événements économiques se rattachent à l'instabilité psychologique qui se formule intellectuellement dans la doctrine de la « crise de la civilisation ». Et la réciproque est vraie de la façon dont les difficultés d'adaptation des attitudes françaises aux situations allemandes relèvent d'une mentalité tout autrement conditionnée.

L'observateur français (et belge aussi, du reste) est continuellement frappé de ce qui, dans les attitudes allemandes, lui apparaît comme un manque de doigté

psychologique. Il leur reproche volontiers de manifester, selon l'expression de Pascal, au lieu de « l'esprit de finesse » que réclame le mariement des choses humaines, « l'esprit de géométrie » qui convient à la rigidité des objets. Beaucoup d'Allemands, d'ailleurs, se rendent compte de l'exactitude du fait, et l'attribuent à la trop lente disparition de l'héritage psychologique de l'ancien régime autocratique, pour qui, en effet, les hommes (sujets dans le civil, subordonnés à l'armée) étaient de simples objets. En Allemagne aussi, il y a des esprits libéraux qui critiquent, notamment dans les mesures prises à la suite du « lundi noir », le penchant des autorités vers des mesures draconiennes, plus appropriées à aggraver des paniques qu'à les apaiser. Dans l'économie intérieure comme dans les relations extérieures, les Allemands ne savent pas encore assez que le capitalisme vit de commerce, le commerce de crédit et le crédit de confiance librement consentie plutôt que d'autorité brutalement imposée. Le premier sergent-major n'est pas assez psychologue pour faire un bon commerçant ou un bon banquier ; la confiance, au lieu d'obéir aux commandements, s'en effraie et s'enfuit. Tout cela crève les yeux ; et c'est faute d'esprit bourgeois dans le sens très juste et très profond du mot d'Alain, le meilleur philosophe de la France actuelle, qui définit le bourgeois « l'homme qui vit de persuader ».

* * *

Mais voici maintenant le revers de la médaille : la majorité des Allemands, y compris ceux qui n'aiment pas le premier sergent-major, reprochent à la mentalité française d'appliquer, aux problèmes économiques, une psychologie qui s'éloigne tout autant, mais dans un autre sens, de celle qu'exige la confiance qui fait le crédit et, par le crédit, les affaires. Au surplus, il ne manque pas de Français pour leur donner raison quand ils disent que cette mentalité est celle de l'homme de loi plutôt que celle de l'homme d'affaires. En termes économiques, on pourrait dire aussi : une mentalité non capitaliste, mais bourgeoise. C'est que, tandis que l'Allemagne est un pays capitaliste et non bourgeois, la France est un pays plus bourgeois que capitaliste ; c'est que le capitalisme français est par tradition plus thésaurisateur que producteur, plus financier qu'industriel. Cette caractéristique, d'ailleurs, frappe tout aussi fréquemment l'observateur belge, voyant les choses au point de vue d'un pays qui n'est guère moins industrialisé que l'Allemagne.

On sait comment ce reproche allemand adressé à la mentalité française se formule quand il est question des difficultés économiques qui résultent de la forme juridique qui a été donnée à la liquidation de la guerre. C'est un sujet trop délicat pour qu'il soit opportun, ici, de faire plus que l'effleurer, mais trop important pour qu'il soit possible de le passer sous silence.

Ici encore, on peut retrouver, sous la plume de M. Viénot, des considérations qui, tout en ayant l'air de ne toucher qu'aux choses de l'esprit, éclairent les aspects les plus profonds des situations économiques et sociales.

M. Viénot prête à un jeune Allemand, représentatif de sa génération, les paroles suivantes, au retour de son premier voyage en France :

« Je ne peux pas dire combien la France m'a touché. Tant de naturel et d'aisance, tant d'humanité fine et discrète, quelque chose de si sensible dans l'atmosphère même de la rue, dans la gentillesse et l'affabilité de tous, quelque chose aussi de lié et de sûr dans la vie sociale, une sorte de respect de chacun, qui arrête la violence et supprime les divisions : un parfum de bonheur. Comme je comprends que tous les artistes du monde viennent vivre dans cette atmosphère ! Et quelle tristesse, pour nous, de devoir... la refuser !

» Car, voyez-vous, plus s'est prolongé mon séjour, et mieux j'en ai pris conscience : la France n'a rien à nous apporter. Elle est en deçà du monde moderne, tandis que nous, que nous le voulions ou non, nous subissons sa loi. Je dis bien, **que nous la subissons**, et comme une fatalité ! J'ai le sentiment, en effet, que vous nous en voulez, en France, de ne pas accepter vos vérités, votre ordre. Mais qu'y pouvons-nous ? A nos yeux, votre bonheur est fait d'innocence et d'ignorance. Il n'est pas valable pour nous. Parfois même, si vous me permettez d'être sincère, on a l'impression que vous vous forcez à l'ignorance. Vous ne connaissez pas, vous refusez plus ou moins consciemment, de connaître la plupart des questions qui, en fait, se posent déjà à vous, mais que les principes sur lesquels repose, par ailleurs, votre équilibre, ne vous permettraient pas de résoudre. Votre esprit public n'en a pas pris conscience, comme s'il avait peur du trouble qu'elles feraient naître. Vous ne savez même pas que le régime économique sous lequel vous vivez s'appelle le capitalisme, et le mot n'appartient chez vous qu'au langage de la polémique. C'est votre façon de préserver votre bonheur...

» Mais nous, qu'avons-nous à faire avec ce bonheur ? Il y a longtemps que, pour l'Allemagne, ce n'est plus de bonheur ni de sagesse qu'il s'agit, mais de croyance nouvelle et de risque nécessaire.

» Il fait bon venir en France passer ses vacances. Mais au bout de quelque temps, nous y sommes mal à l'aise, nous autres Allemands, un peu comme les gens convenables, pendant la guerre, se sentaient gênés lorsqu'ils séjournaient à l'arrière, lorsqu'ils participaient trop longtemps à l'ordre heureux de la vie pacifique. J'ai eu le sentiment, parfois, que vous étiez les embusqués du monde moderne. Et lorsque les Français, et même ceux de la rue, me répondent avec fierté que leur mode de vie et leur idéal, c'est le progrès ; que c'est le stade supérieur de la vie humaine, un bien acquis et **définitif** ; et lorsqu'ils nous en veulent de refuser, par exemple, les principes de votre révolution, même dans l'incertitude où nous a mis la nôtre, il me semble avec tristesse que je vois la France s'exiler hors de la vie et refuser pour l'avenir son apport. Car il n'y a de définitif que la mort. »

Ces confidences exhaltent bien les sentiments qu'inspire au nageur qui lutte contre un courant la vue du voisin réfugié sur une île : sentiments nuancés d'envie

pour autant que le nageur se sente entraîné vers un inconnu dangereux, et de dédain pour autant qu'il ressente l'ivresse du mouvement, l'orgueil de la lutte, du risque, du succès anticipé.

L'image de l'île, d'ailleurs, ne convient pas seulement à la situation intellectuelle de la France, avec sa civilisation stabilisée par l'héritage classique, canonisée par des règles, devenues traditionnelles, du goût, de la mesure, de la logique cristallisée dans la langue elle-même ; la même image se présente à l'esprit quand on songe à la stabilité particulière de la France dans l'ordre économique et social de l'Europe.

Pendant près de deux années de crise universelle, la France est restée, selon l'expression allemande, une « Konjunkturinsel », c'est-à-dire une île de la prospérité. Elle connaît à présent les atteintes du chômage, mais dans des proportions tellement moindres que l'Allemagne, que les chiffres rentrent à peine dans le même ordre de grandeurs. Le nombre de ses chômeurs ne constitue qu'une fraction de l'effectif de main-d'œuvre étrangère qu'elle a dû importer. Cela suffit à montrer à quel point elle a des réserves d'élasticité, des moyens de défense contre les bouleversements sociaux dont une crise prolongée pourrait la menacer.

Il y a, à cette situation, comme à ce que celle de la Belgique présente d'analogie par certains côtés, des causes politiques, que tout le monde connaît. Elles se rattachent toutes plus ou moins directement à la guerre mondiale. La reconstruction des régions dévastées et le rééquipement de beaucoup d'industries ont longtemps écarté le danger de la surproduction. Mais même si l'on fait le départ de ces circonstances particulières et de quelques autres qui s'y rattachent, comme l'accumulation du capital-or, le développement rapide de l'automobilisme et l'influx d'argent apporté par les voyageurs étrangers, il reste à considérer, dans la stratification économique du pays, des éléments de stabilité à caractère permanent.

Ces éléments, d'ailleurs, ont déjà agi, depuis plus d'un siècle, pour tempérer l'effet social des crises industrielles du siècle passé, par comparaison à l'Angleterre et à la Belgique notamment. En effet, les fondements de la vie nationale sont ancrés dans la prospérité terrienne et rentière, et la stratification des classes est essentiellement déterminée par la prédominance de l'agriculture sur l'industrie, d'une part, par celle de la petite propriété sur la grosse entreprise, d'autre part.

Ce sont ces caractéristiques qui justifient, à mes yeux, l'appellation de capitalisme thésaurisateur. Et en prenant l'expression capitalisme dans le sens, qu'on lui accorde le plus souvent, de capitalisme industriel, on peut dire que si la France est moins un pays capitaliste qu'un pays bourgeois, c'est qu'elle a été un pays bourgeois avant d'être un pays capitaliste.

Il ne faut pas, parce que la révolution de 1789 fut, entre autres choses, un soulèvement de la bourgeoisie contre les forces de l'ancien régime, se laisser aveugler par la soudaineté dramatique de ce bouleversement. Il n'eut pas été aussi formidable si cette bour-

geoisie n'avait déjà constitué, pendant des siècles, une classe prospère et puissante. Son ascension sociale fut même beaucoup plus intimement associée à celle de l'absolutisme royal que ne pourraient le penser ceux pour qui l'histoire sociale ne commence qu'au dix-huitième siècle. Depuis la fin du moyen-âge, une impressionnante lignée de grands bourgeois au gouvernement en fournit une preuve symbolique : de Jacques Cœur, l'argentier du roi Charles VII, en passant par Colbert, jusqu'à ce Necker dont le renvoi marqua précisément l'apogée de la réaction qui, en rejetant la royauté dans les bras des anciens pouvoirs, déclencha la révolution. Or, cette bourgeoisie française devait sa fortune et son prestige à tout autre chose qu'au capitalisme industriel. Jusqu'alors, le plus clair de la production industrielle était ou petite entreprise artisanale, ou grande manufacture royale. Les bourgeois de l'ancien régime étaient en leur immense majorité des fonctionnaires — même de très hauts fonctionnaires, comme certains fermiers du fisc, juges et intendants —, des membres des professions libérales — médecins, avocats, intellectuels de toute espèce —, des prêtres, des marchands, des banquiers. C'étaient d'ailleurs le plus souvent des fils de bourgeois, détenteurs héréditaires de propriétés, terres affermées ou immeubles loués, qu'ils agrandissaient graduellement et qui faisaient d'eux les prédécesseurs de ces bourgeois français d'aujourd'hui qu'André Siegfried, dans son excellent « Tableau des Partis en France » (1), définit : des gens qui ont des réserves.

Ces choses-là ne sont pas seulement de l'histoire ancienne. Le même André Siegfried dit avec raison, dans cette étude pénétrante mais sympathique de la France actuelle, que « tout l'essentiel était déjà là au moment de la Révolution ». Encore aujourd'hui, le type du bourgeois français est moins l'industriel que le no-

taire. Et c'est peut-être pourquoi, en politique, il s'attache un prestige plus général et plus durable à ceux qui parlent de sécurité qu'à ceux qui parlent de prospérité.

Aux yeux de l'opinion moyenne, le mot « les affaires » évoque une nuance de méfiance tout à fait étrangère aux termes presque sacraux de « business » et de « Wirtschaft. » Et l'homme de loi, qui administre des droits et des biens acquis, jouit d'une considération supérieure à celle du technicien qui crée les biens et de l'homme d'affaires qui les fait circuler. Il y a, il est vrai, une fraction assez importante et très remuante de la jeune génération qui voudrait changer tout cela, comme les « jeunes équipes » groupées autour de Georges Valois, qui veulent la « république des producteurs » au lieu de la république des fonctionnaires, et le Conseil des techniciens au lieu du Parlement des avocats ; mais leur révolte même confirme la réalité de l'état de choses qu'elles combattent. Et la confrontation de la France et de l'Allemagne semble destinée à rester longtemps encore la confrontation de deux mentalités qui diffèrent, et qui ne peuvent s'entendre qu'à condition de se comprendre.

Peut-être le rôle de la Belgique sera-t-il, dans les années qui viennent, comme le rôle des hommes d'Etat anglais l'est actuellement, de faciliter ce processus de compréhension mutuelle par l'introduction d'un point de vue médiateur ; car la Belgique participe à la fois de la vieille civilisation bourgeoise de la France et du dynamisme industriel de l'Allemagne. La condition essentielle à l'accomplissement de cette belle mission est qu'elle reste un pays de libre échange au sens le plus complet de ce mot ; c'est-à-dire que, dans le domaine des idées comme dans celui de la politique économique et de la diplomatie, elle mette sa confiance dans les routes plutôt que dans les barrières, et qu'elle soit pont plutôt que barrage.

(1) ANDRÉ SIEGFRIED, *Tableau des Partis en France*, Editions Bernard Grasset, Paris 1930.